



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Sortie de la France de la NASAN: l'agrobusiness n'est pas le remède contre la faim !

Paris, le 8 février 2018

Action Contre la Faim, le CCFD-Terre Solidaire et Oxfam France saluent la décision de la France de se retirer de la Nouvelle Alliance du G8 pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (NASAN) annoncée ce jour à l'occasion de la réunion du conseil interministériel sur la coopération internationale et le développement.

Lancée en 2012, cette initiative privilégie les intérêts des multinationales de l'agrobusiness au détriment du soutien à l'agriculture paysanne. Elle est dénoncée par des centaines d'organisations¹ pour ses impacts négatifs sur la sécurité alimentaire et les paysanneries des dix pays africains concernés². L'enjeu du retrait de la France est maintenant de reconnaître que la recette « magique » mêlant partenariats publics privés et réformes législatives pour créer un environnement favorable aux investissements de multinationales, n'est pas la solution pour lutter contre la faim. Bien au contraire, elle va à l'encontre de l'intérêt des populations locales, elle marginalise les agricultures familiales, pourtant productrices de 70% de l'alimentation mondiale, au bénéfice de quelques multinationales à qui l'on donne toutes les facilités: financières, fiscales, foncières.

Nos organisations ont documenté à plusieurs reprises les conséquences négatives d'un tel système au Burkina Faso ou en Côte d'Ivoire : accaparements de terres, endettement de paysans, introduction des cultures OGM, mise en place de pôles de croissance véritables paradis fiscaux agricoles, etc.³

Ce retrait de la France devrait être pris en compte par les autres partenaires de la NASAN, tels que l'Union Européenne et les Etats africains. L'Allemagne, autre contributeur majeur de la NASAN, doit également annoncer son retrait. Cela ne dédouane pas pour autant l'ensemble de ces acteurs puisqu'ils restent responsables des impacts négatifs de cette initiative et doivent à ce titre s'assurer de les réparer.

Au-delà de la NASAN, la France doit tirer les leçons de cet échec et ne plus s'engager dans des initiatives ou projets d'investissement comportant les mêmes failles. L'exclusion des organisations paysannes de la gouvernance, l'absence de cadre de redevabilité et la priorisation des multinationales au détriment des acteurs locaux ne sont pas les remèdes de la lutte contre la faim.

Ainsi, alors que la faim dans le monde augmente⁴, la sortie de la NASAN doit être le signal d'une réorientation réelle des soutiens mobilisés. En cohérence avec cette décision, les 400 millions d'euros annuels que la France consacre à la sécurité alimentaire dans les pays du Sud doivent être pleinement consacrés au développement de l'agroécologie paysanne. Nos organisations attendent que cela soit acté et mis en œuvre lors de la révision de la stratégie française et du cadre sectoriel de l'agence française de développement prévues ces prochains mois.

Contacts presse :

Action contre la Faim : Mathieu FORTOUL - mfortoul@actioncontrelafaim.org – 06 77 19 03 68
CCFD-Terre Solidaire : Karine Appy - k.appy@ccfd-terresolidaire.org - 06 66 12 33 02
Oxfam France : Bertrand Noiret – bnoiret@oxfamfrance.org – 06 85 26 01 08

Notes aux rédactions :

- 1- [La NASAN en Afrique, une menace pour la sécurité alimentaire](#), mars 2015
- 2- Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Ghana, Mozambique, Tanzanie, Bénin, Malawi, Nigéria, Sénégal
- 3- Voir notamment Le rapport "[La faim, un business comme un autre - comment la nouvelle alliance du G8 menace la sécurité alimentaire en Afrique](#)" , [le bilan d'étape 2015](#) publié en amont du G7 de Schloss Elmau en 2015, [le bilan d'étape 2016](#) et écouter l'émission Interception (France Inter) [NASAN, le business de la faim](#)
- 4- Selon le rapport [Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde](#) publié par la FAO en septembre dernier, 815 millions de personnes souffraient de la faim dans le monde en 2016 soit 38 millions de personnes supplémentaires par rapport à l'année précédente.